

PARIS, 22 mars 2018 (AFP) - Plus de 300.000 personnes ont défilé jeudi dans des manifestations, émaillées de heurts à Paris, pour défendre le service public, le statut des fonctionnaires et des cheminots qui se sont fortement mobilisés, face à un gouvernement déterminé.

Selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias dont l'AFP, 47.800 personnes ont défilé à Paris, dont 13.100 à la manifestation des cheminots.

Au total, 323.000 personnes ont manifesté dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur, dont 49.000 à Paris en additionnant le cortège des cheminots et celui des fonctionnaires.

La CGT a annoncé de son côté 500.000 personnes dans toute la France. A Paris, elle a recensé plus de 65.000 personnes dans les deux manifestations qui ont convergé vers 16H30 place de la Bastille.

Le leader de la CGT, Philippe Martinez, a salué sur Cnews une "forte mobilisation", ajoutant que "la balle est dans le camp du gouvernement." Dans un communiqué, sa centrale a proposé "l'organisation d'une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 19 avril prochain", dans "la recherche de convergence des luttes", sur les thèmes du pouvoir d'achat, mais aussi "l'emploi et la protection sociale, les services publics et les droits collectifs".

Les cheminots ont donné le ton à grand renfort de fumigènes, tambours, sifflets et musique rock.

Des jeunes, parfois cagoulés, se sont livrés à des dégradations et ont lancé des projectiles sur les policiers, qui ont répliqué en usant d'un canon à eau et de gaz lacrymogènes, dans le cortège parisien. A Nantes également, des échauffourées ont eu lieu entre jeunes et policiers et à Bordeaux la préfecture a signalé quelques dégradations.

A l'appel de leur intersyndicale (CGT, Unsa, Sud et CFDT), les cheminots protestent contre la réforme de la SNCF par ordonnances, en transformant l'entreprise en société anonyme et en abandonnant le statut de cheminot à l'embauche.

Ils se sont mis en **grève** davantage qu'attendu à l'appel de l'Unsa et SUD (2e et 3e), avec un taux de 35,4% de grévistes selon la direction (à la prise de service). Avant même la **grève** en pointillé lancée le 3 avril pour trois mois, la journée était marquée pas de fortes perturbations, notamment avec deux TGV sur cinq, un Transilien sur trois.

Paul, aiguilleur en Lozère, non syndiqué, depuis 11 ans à la SNCF estime que "le statut (les) protège mais il protège aussi le rail, le service public, la sécurité des gens". Dans la manifestation parisienne, il promet de "faire tout pour que la réforme ne passe pas".

- "Un jour qui fera date" -

=====

Côté fonctionnaires, les responsables des sept organisations syndicales (CGT, FO, FSU, CFTC, Solidaires, FA-FP et CFE-CGC) ayant appelé à la **grève** ont pris la tête du cortège parisien derrière une banderole unitaire: "pour la fonction publique, les salaires, l'emploi et le statut".

Le gouvernement "pose des bombes à fragmentation qui sont en train de détruire peu à peu les fondements mêmes de notre modèle social et républicain", a relevé dans la manifestation Pascal Pavageau, qui s'apprête à succéder à Jean-Claude Mailly à la tête de FO.

"Aujourd'hui est un jour qui fera date", a affirmé **Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT Fonction publique, premier syndicat.**

Lors de la précédente mobilisation le 10 octobre, ils étaient 45.000 à Paris et 400.000 en France selon la CGT à défilier contre la suppression annoncée de 120.000 postes, le rétablissement du jour de carence et le gel des salaires.

Le taux de grévistes, à 12,8% pour la fonction publique d'Etat, 8,11% pour la territoriale, et 10,9% dans l'hospitalière, selon des estimations du ministère.

Depuis, l'exécutif a annoncé envisager un recours accru aux contractuels (agents non statutaires) et des plans de départs volontaires, ce qui fait craindre aux syndicats une fonction publique "morcelée" et "externalisée".

Près de 10.000 personnes ont notamment manifesté à Marseille, Nantes, ou Lyon, 11.000 à Toulouse mais également 3.800 au Mans, 2.200 à Amiens, 4.000 à Clermont-Ferrand ou 4.500 à Perpignan, selon la police. Partout, les fonctionnaires dont des personnels de la santé, étaient rejoints par des cheminots, des retraités et des jeunes.

- Solidarité -

=====

"Happy birthday Mai 68", clame la pancarte portée par Christian Bousquet, 66 ans, ancien technicien aux hôpitaux universitaires de Strasbourg. Il manifeste "par solidarité avec ceux qui gagnent peu. Le pognon, on le récupère chez les petits qui n'ont pas de pouvoir".

"Soeur Emmanuelle s'occupait des pauvres, frère Emmanuel s'occupe des riches", pouvait-on lire sur une pancarte à Paris.

Face à ce test social d'envergure, le gouvernement affiche sa "très grande détermination à poursuivre les transformations", selon le porte-parole Benjamin Griveaux. Quant aux fonctionnaires, des discussions sont prévues jusqu'à fin octobre, a rappelé le secrétaire d'État, Olivier Dussopt.

Dans les écoles, un enseignant sur quatre était en **grève** en moyenne, d'après le Snuipp (1er syndicat). Et une poignée de lycées et d'universités ont été bloqués.

La **grève** des contrôleurs aériens a aussi entraîné des perturbations avec des vols annulés, à la veille d'une **grève** à Air France pour les salaires. D'autres secteurs étaient touchés, comme les crèches ou les bibliothèques.